

La Plateforme civique du Premier ministre sortant Donald Tusk en route pour un 2e mandat ?

de **Corinne Deloy****ANALYSE**
1 mois avant
le scrutin

Plus de 30 millions de Polonais sont appelés aux urnes le 9 octobre prochain pour renouveler l'ensemble du parlement, soit les 460 membres de la Diète (Sejm) et les 100 membres du Sénat. Particularité de ces élections : elles se dérouleront alors que Varsovie exerce la présidence du conseil des ministres de l'Union européenne. Il a été décidé que quel que soit le résultat du scrutin, l'actuel gouvernement dirigé par le Premier ministre Donald Tusk (Plateforme civique, PO) présidera l'UE jusqu'au 31 décembre 2011. Le prochain gouvernement pourrait en effet n'être formé que tardivement, par exemple début ou mi-décembre, le parlement issu du scrutin ne se réunissant pas avant la mi-novembre.

La Plateforme civique, parti au pouvoir depuis les dernières élections du 21 octobre 2007, semble bien partie pour remporter le scrutin du 9 octobre. Une question demeure cependant : quelle sera son avance sur ses concurrents ? Par quel écart va-t-elle s'imposer ?

Droit et justice (PiS), principal parti d'opposition dirigé par Jaroslaw Kaczynski, avait émis le souhait de voir les élections se dérouler sur 2 jours de façon à augmenter la participation, traditionnellement faible en Pologne. Le tribunal constitutionnel s'y est opposé, rappelant que la Constitution du pays stipulait que le scrutin devait obligatoirement avoir lieu un jour chômé. La campagne électorale devrait être courte.

Le système politique polonais

Le Parlement polonais est bicaméral et comprend la Diète (Sejm), chambre basse de 460 députés, et le Sénat (Senate), chambre haute de 100 membres. Les 2 chambres se réunissent en Assemblée nationale (Zgromadzenie Narodowe) dans 3 occasions seulement : lors de la prestation de serment du président de la République, dans le cas de la mise en accusation de celui-ci devant le tribunal de l'Etat ou lorsque le chef de l'Etat se retrouve dans l'incapacité d'exercer ses pouvoirs en raison de son état de santé.

Les élections ont lieu en Pologne tous les 4 ans au scrutin proportionnel selon le système d'Hondt. A l'exception des listes représentant les minorités nationales, tout parti politique doit recueillir au moins 5% des suffrages exprimés pour être représenté à la Diète (8% pour une coalition). Pour le scrutin législatif, la Pologne est divisée en 41 circonscriptions

qui élisent chacune entre 7 et 19 députés. Les sénateurs sont également élus tous les 4 ans au scrutin proportionnel, le même jour que les députés. La loi électorale oblige désormais chaque liste à présenter au moins 35% de candidates. Pour les élections sénatoriales, le pays est divisé en 40 circonscriptions, qui élisent entre 2 et 4 sénateurs à la majorité simple. Chaque candidat à un poste de sénateur doit recueillir le soutien d'au moins 3 000 électeurs de sa circonscription (5 000 pour les candidats à la Diète).

L'âge minimum pour accéder au poste de député est de 21 ans pour et pour devenir sénateur de 30 ans. Les partis et les groupes comprenant au moins 15 citoyens sont autorisés à présenter des listes aux élections législatives. Enfin, les candidats ne sont pas autorisés à concourir à la fois aux élections législatives et aux élections sénatoriales.

4 partis politiques sont actuellement représentés à la Diète :

- la Plateforme civique (PO), dont le Premier ministre Donald Tusk est le président depuis 2003. Créé en mars 2001, il parti possède 209 sièges ;
- Droit et justice (PiS), parti d'opposition dirigé par Jaroslaw Kaczynski. Fondé le 13 juin 2001, le parti, à la fois étatiste, libéral, conservateur, très attaché à l'identité catholique de la Pologne et eurosceptique, compte 166 députés ;
- Gauche et démocrates (LiD), créé le 3 septembre 2006 qui rassemblait d'anciens membres du Parti démocrate (PD), du Parti social-démocrate (SDPL), de l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) et de l'Union du travail (UP), compte 53 députés.
- le Parti populaire (PSL), parti centriste et agrarien, membre de la coalition gouvernementale. Plus ancien parti politique de Pologne (sa création date de 1895), il est celui qui compte le plus grand nombre de membres (environ 120 000). Présidée par l'ancien Premier ministre (1992 et 1993-1995) et ministre de l'Economie sortant, Waldemar Pawlak, il possède 31 sièges.

La minorité allemande compte également un député (Ryszard Galla, élu du district d'Opole).

Seuls 2 partis, la PO et le PiS, sont représentés au Sénat. Ils comptent respectivement 60 et 39 sénateurs. Un sénateur est inscrit comme indépendant.

7 partis politiques se présentent aux élections parlementaires du 9 octobre : la Plateforme civique, Droit et justice, l'Alliance de la gauche démocratique, le Parti populaire, La Pologne d'abord (Polska jest Najwazniejsza, PjN), parti fondé en novembre 2010 par d'anciens membres de l'aile libérale du PiS et dirigé par Pawel Kowal (le parti tire son nom du slogan qui était celui de Jaroslaw Kaczynski lors de la dernière élection présidentielle), le Mouvement Palikot (RPP), parti anticlérical fondé en juin 2011 par Janusz Palikot, ancien membre de la Plateforme citoyenne, et le Parti du travail (PPP), formation d'extrême gauche dirigée par Boguslaw Zietek.

Nouvelle droite (NP) de Janusz Korwin-Mikke et Droit de la République de Pologne (Prawica RP) de Marek Jurek ne sont pas parvenus à collecter un nombre suffisant de signatures. Selon les analystes politiques, l'absence de ces 2 partis devrait bénéficier au PiS.

La Plateforme civique après 4 ans de pouvoir

La Plateforme civique est le principal parti politique de Pologne. Majoritaire à tous les niveaux territo-

riaux, son candidat Bronislaw Komorowski a remporté l'an passé l'élection présidentielle : l'ancien maréchal (président) de la Diète a devancé Jaroslaw Kaczynski (PiS) le 4 juillet, recueillant 53,01% des suffrages pour 46,99% à son adversaire. Le scrutin présidentiel avait été anticipé après la mort accidentelle du précédent chef de l'Etat Lech Kaczynski (PiS) et de 95 autres personnes dans le crash de l'avion à bord duquel ils voyageaient à Petchorsk dans la région de Smolensk (Russie) le 10 avril 2010. La délégation présidentielle se rendait à Katyn pour célébrer le 70e anniversaire de l'exécution de 22 000 officiers polonais par les services secrets soviétiques.

Le 5 décembre 2010, la Plateforme civique (PO) est arrivée en tête des élections régionales, provinciales et municipales. Le parti a remporté 10 des 16 voïvodies (régions), conquérant 222 sièges, contre 141 au PiS, 93 au Parti populaire et 85 à l'Alliance de la gauche démocratique au sein des conseils régionaux. La PO a également remporté 1 315 sièges de conseils provinciaux et 600 sièges de conseillers municipaux. Le PiS a gagné respectivement 1 085 postes de conseillers provinciaux et 365 de conseillers communaux, le Parti populaire 999 et 8, l'Alliance de la gauche démocratique, 493 et 214. Aux élections municipales, la PO a recueilli 39,6% des suffrages devant le PiS, 25,1%, le Parti populaire 16,6% et l'Alliance de la gauche démocratique, 15,1%. La PO est sortie victorieuse dans 8 des 10 plus grandes villes du pays et dans 23 au total dans toute la Pologne, l'Alliance de la gauche démocratique dans 8 et le PiS dans 5. La PO a conservé Varsovie où la maire sortante Hanna Gronkiewicz-Wlacz s'est imposée dès le 1er tour avec 53,67% des suffrages. Le parti au pouvoir a également remporté les villes de Lodz, Gdansk et Lublin.

La Plateforme civique pourrait devenir le 9 octobre prochain le premier parti à remporter les élections parlementaires deux fois consécutives depuis l'effondrement du système communiste en 1989. Le Premier ministre sortant Donald Tusk est le 2e chef de gouvernement (avec l'actuel président du Parlement européen, Jerzy Buzek, Premier ministre entre 1997 et 2001) à être allé au bout de son mandat de 4 ans. Ces dernières années ont constitué une pause dans une décennie agitée par plusieurs scandales politiques et de nombreuses tensions entre les partis comme entre les hommes. Donald Tusk est parvenu à donner de la Pologne l'image d'une nation modérée et conciliatrice. Il a nettement amélioré les relations de son pays avec ses voisins allemand et russe. « Il

y a eu quelques erreurs mais les Polonais sont majoritairement satisfaits. Les électeurs veulent plus ou moins que les choses continuent : ils demandent stabilité et amélioration de leurs conditions de vie » déclare Pavel Swieboda, directeur du think tank Demos Europa.

Actuellement, la Plateforme civique tente de montrer que le principal clivage de l'échiquier politique polonais passe entre elle et le PiS. La PO souffre néanmoins de ne pas avoir de réelle opposition et tente de diaboliser le parti de Jaroslaw Kaczynski, jouant sur la peur que peut susciter la probabilité de son retour au pouvoir. La PO aura cependant très probablement besoin d'un partenaire pour former la prochaine coalition gouvernementale à l'issue du scrutin du 9 octobre. Selon certains analystes politiques, le parti songerait à mettre fin à son alliance avec le Parti populaire. Il se montre d'ailleurs de plus en plus ouvert aux positions de la gauche, notamment de l'Alliance de la gauche démocratique que dirige Grzegorz Napieralski, avec laquelle il évite d'entrer en conflit.

Bartosz Arlukowicz, membre des jeunes de l'Alliance de la gauche démocratique et député, a rejoint le gouvernement où il a été nommé secrétaire d'Etat à l'Exclusion sociale. L'économiste Dariusz Rosati, ancien ministre des Affaires étrangères (1995-1997) des gouvernements de Jozef Oleksy (SLD) (1995-1996) et de Włodzimierz Cimoszewicz (SLD) (1996-1997) et ancien député européen (2004-2009), s'est également rapproché de la PO. Le président du Sénat Bogdan Borusewicz a également formalisé ses relations avec le parti au pouvoir. Le directeur du think tank, Unia & Polska, Krzysztof Bobinski, est convaincu que la popularité de Bartosz Arlukowicz sera bénéfique à Donald Tusk. Une partie des membres de la PO, dont le maréchal de la Diète (président de la chambre basse), Grzegorz Schetyna, aimeraient voir celle-ci s'ouvrir davantage sur l'autre bord de l'échiquier politique, tel que l'important, c'est la Pologne (PJN).

Selon les observateurs politiques, 6 des 18 ministres du gouvernement sortant devraient conserver leur poste en cas de victoire de la PO. Il s'agit de Jacek Rostowski, chargé des Finances, Radoslaw Sikorski, ministre des Affaires étrangères, Michal Boni conseiller en chef économique, Krzysztof Kwiatkowski en charge de la Justice, Ewa Kudrycka, ministre des Sciences et Cezary Grabarczyk, ministre des Infrastructures.

La PO met régulièrement en avant le fait que la Pologne soit le seul pays de l'Union européenne à ne pas avoir connu de récession à la suite de la crise économique internationale qui a débuté à l'automne 2008. En 2009, Varsovie a vu son PIB croître de

1,7%. Selon les dernières statistiques, la croissance devrait atteindre 4% en 2012. Durant le mandat de Donald Tusk, les salaires ont augmenté et le chômage a chuté, ce qui a entraîné une hausse des recettes fiscales. La PO a également augmenté les impôts, modifié le système de retraite et nationalisé partiellement le secteur de l'assurance sociale.

La PO sait cependant qu'elle ne pourra se contenter de s'appuyer sur son bilan économique pour conserver le pouvoir. La modernisation des infrastructures a pris du retard et de nombreuses réformes (notamment celles concernant le système de santé, les finances publiques ou la simplification du système administratif pour les entreprises et les particuliers) piétinent. Les dépenses de l'Etat sont trop élevées, ce qui a entraîné une hausse du déficit public, qui a atteint 7,9% en 2010. Le Premier ministre Donald Tusk aime toutefois à rappeler que la Pologne bénéficie d'une situation économique enviable et que l'état de ses finances publiques est très correct comparé à celui des autres Etats européens.

Pour les élections du 9 octobre prochain, la PO a mis en avant les thèmes suivants : un Etat flexible (fournisseur de services), une société solidaire, une recherche scientifique compétitive et le développement de l'intelligence. Le gouvernement souhaite faire adopter une réforme destinée à assainir les finances publiques et à améliorer la gestion du pays. Celle-ci introduirait de nouveaux leviers de sécurité interdisant de programmer des dépenses budgétaires importantes lorsque la dette publique dépasse 52% du PIB national (elle s'élève actuellement à 47,4%).

Le gouvernement polonais a besoin de 60 milliards de zlotys (près de 15 milliards €) et doit donc effectuer des coupes dans ses dépenses sociales, les plus radicales depuis le retour de la Pologne à la démocratie en 1989. Le budget 2012 ne sera voté par le parlement qu'après le scrutin.

Une opposition de gauche mais surtout de droite

Droit et justice (PiS) qui s'est réjoui de voir l'écart qui le sépare de la PO se réduire lors des dernières élections locales des 21 novembre et 5 décembre 2010, essaie de rassembler les Polonais sur des thèmes sensibles. Jaroslaw Kaczynski avait déjà rompu avec le ton modéré et conciliant qu'il avait adopté lors de sa campagne pour l'élection présidentielle des 20 juin et 4 juillet 2010 pour renouer avec son agressivité antérieure, accusant le gouvernement de Donald Tusk, chargé de la sécurité du chef de l'Etat, d'être responsable du tragique accident de son frère jumeau Lech. Le leader du PiS a même affirmé que le chef

de l'État et celui du gouvernement devaient quitter la scène politique polonaise.

Selon les conclusions d'un rapport gouvernemental publié fin juillet, les causes de l'accident mortel de l'avion du président polonais en 2010 sont l'inexpérience du pilote de l'avion et un relâchement au niveau de la sécurité. Le Premier ministre Donald Tusk a réagi très vite à ce rapport en limogeant 3 généraux et 10 officiers de l'armée de l'air. Le ministre de la Défense Bogdan Klich (PO) a démissionné de ses fonctions et a été remplacé par Tomasz Siemoniak (PO). Jaroslaw Kaczynski se déclare prêt à moderniser l'État tout en respectant la culture, les traditions et les valeurs polonaises. Il accuse Donald Tusk de vouloir transformer la Pologne en un « condominium russo-allemand ». Il s'est déclaré favorable à plus de fermeté dans les relations de Varsovie avec Moscou, Berlin mais aussi Paris. Ces propos ne rencontrent toutefois pas beaucoup un grand écho au sein de la population. Jaroslaw Kaczynski a envisagé d'augmenter les impôts des banques et des hypermarchés mais aussi des Polonais les plus fortunés pour améliorer la situation des finances publiques. Tomasz Poreba sera le directeur de campagne du PiS

Les résultats obtenus par le Parti paysan lors des dernières élections locales des 21 novembre et 5 décembre 2010 ont surpris les analystes politiques et même laissé son leader Waldemar Pawlak « sans voix » selon ses

propres termes. « Cela prouve que nous sommes un partenaire important du gouvernement, bien plus important que ce que chacun pensait avant ces élections locales » avait-il alors précisé. Selon le sociologue Fils Jaroslaw, le résultat du Parti paysan le 9 octobre prochain, dépendra beaucoup de l'engagement de ses élus locaux.

Le 26 août dernier, le Premier ministre sortant Donald Tusk et Waldemar Pawlak ont été les deux seuls politiques à participer au 1er débat télévisé de la campagne électorale. L'absence du leader du PiS et de Grzegorz Napieralski, celui de l'Alliance de la gauche démocratique laisse à penser que l'opposition, de gauche comme de droite, ne croit pas à sa victoire.

A l'approche des élections, on observe une polarisation de la scène politique. Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut GFK Polonia et publiée par le quotidien Rzeczpospolita, la PO recueillerait 47% des suffrages, le PiS 29%, l'Alliance de la gauche démocratique, 13% et le Parti populaire, 4%. Selon le dernier sondage de l'institut Homo homini publié dans le journal Super Express, la PO du Premier ministre sortant Donald Tusk recueillerait un tiers des suffrages (32%), le PiS, un quart des voix (24%), l'Alliance de la gauche démocratique, 12% et le Parti populaire, 7%.

La participation sera un élément clé des élections du 9 octobre.

Rappel des résultats des élections parlementaires du 21 octobre 2007 en Pologne

Participation : 53,88%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges à la Diète	Nombre de sièges au Sénat
Plateforme civique (PO)	6 701 010	41,51	209	60
Droit et justice (PiS)	5 183 477	32,11	166	39
Gauche et démocrates (LiD)	2 122 981	13,15	53	0
Parti populaire (PSL)	1 437 638	8,91	31	0
Autodéfense-Samoobrona (SO)	247 335	1,53	0	0
Ligue des familles (LPR)	209 171	1,30	0	0
Autres	240 590	1,47	0	0
Minorité allemande	32 462	0,20	1	0
Indépendant			0	1

Source : Site internet de la Commission électorale nationale
<http://www.wybory2007.pkw.gov.pl>

La Plateforme civique (PO) au pouvoir maintient son avance dans les enquêtes d'opinion même si son écart avec Droit et justice (PiS) se réduit

Le 9 octobre prochain, plus de 30 millions de Polonais vont renouveler les deux chambres du Parlement : la Diète (Sejm) et le Sénat (Senat). Les enquêtes d'opinion anticipent une victoire de la Plateforme civique (PO), parti du Premier ministre sortant Donald Tusk. L'écart avec son principal adversaire, Droit et justice (PiS), dirigé par Jaroslaw Kaczynski, s'est cependant réduit au fil des semaines. Le parti au pouvoir ne devrait pas pouvoir obtenir, à lui seul, la majorité absolue au Parlement et devrait donc être dans l'obligation de former une coalition gouvernementale. Il pourrait choisir de poursuivre sa collaboration avec le Parti populaire (PSL) ou, éventuellement, se tourner vers l'Alliance de la gauche démocratique (SLD), voire, même si cela paraît difficilement envisageable, s'allier avec Droit et justice (PiS).

La campagne électorale a dépassé les frontières de la Pologne. Ainsi, le 7 septembre, le ministre des Affaires étrangères Radoslaw Sikorski (PO) s'est rendu à Londres et à Dublin où vivent de nombreux Polonais. De même, le Premier ministre Donald Tusk a visité Vilnius, capitale de la Lituanie, pays voisin qui abrite également une importante minorité polonaise. Droit et justice (PiS) n'est pas en reste qui mène également campagne au Royaume-Uni.

J-7
7 jours avant
le scrutin

La Plateforme civique tente d'effrayer les électeurs en mettant en avant les dangers que représenterait pour la Pologne un retour au pouvoir du PiS. « Une opposition eurosceptique et refermée sur elle-même qui préfère le drame et la tragédie au succès pourrait briser net la politique actuelle d'investissements publics et saper les fondements européens de la Pologne en mettant à mal la position de Varsovie vis-à-vis de l'Union européenne » a déclaré le Premier ministre, ajoutant « Nos opposants, sans même le vouloir, peuvent ruiner tous nos efforts ». Par ailleurs, Donald Tusk a plusieurs fois provoqué son rival Jaroslaw Kaczynski, l'accusant de lâcheté en raison du refus de celui-ci de participer aux débats pré-électoraux proposés par les chaînes de télévision.

La Plateforme civique, qui a choisi pour slogan la phrase « Nous ferons mieux » (comme en réponse à celui de Droit et justice « Les Polonais méritent mieux »), sait qu'elle a beaucoup promis il y a 4 ans et qu'elle a moins à offrir qu'en 2007. Elle s'appuie sur une classe moyenne qui apprécie que le pays ait su résister, mieux que tout autre en Europe, à la crise économique internationale. Depuis 1990, Varsovie a plus que triplé son PIB par habitant qui s'établit à 13 808 €. « La Plateforme civique, contrairement aux autres partis, a utilisé la crise économique pour renforcer son électorat. Elle

a aussi été aidée par le PiS qui est un bon opposant, puisque beaucoup de gens soutiennent la PO par peur de voir le PiS accéder au gouvernement » a indiqué Edmund Wnuk-Lipinski, politologue au Collegium Civitas, université de Varsovie.

« Il y a eu quelques erreurs mais la majorité des Polonais sont satisfaits » a déclaré Pawel Swieboda, directeur du think tank Demos Europa, ajoutant « Les électeurs veulent que les choses continuent, ils veulent de la stabilité et l'amélioration de leur niveau de vie ». Le désir de consensus et la volonté d'accueillir en son sein des partenaires aux opinions parfois très divergentes fragilisent cependant parfois la cohérence de la position de la PO. En outre, le parti doit impérativement parvenir à mobiliser les indécis ; la faiblesse de la participation lui serait en effet défavorable, l'électorat du PiS étant traditionnellement fortement mobilisé.

Au niveau économique, le parti du Premier ministre sortant Donald Tusk promet une baisse de un point la TVA en 2014, une hausse des salaires du secteur public et la baisse de la dette publique à 48% du PIB en 2015 et à 40% trois ans plus tard. La PO souhaite poursuivre son programme de privatisations, introduire la concurrence dans le système de santé et améliorer le système éducatif du pays. Elle propose l'adoption par la Pologne de la monnaie unique à l'issue de la crise ac-

tuelle de la zone euro. En revanche, le chef du gouvernement sortant ne prévoit pas de baisses d'impôt pour les deux prochaines années à venir. « Quiconque affirme qu'une baisse des impôts est possible dans un futur proche et que cela constitue un enjeu pour la Pologne est soit un menteur soit un ignorant. Pour rester à flot en ces temps de turbulences, la Pologne ne doit pas prendre de mesures radicales. Si nous voulons garantir le paiement régulier des retraites et des aides sociales, nous ne devons pas prendre le risque d'une baisse de notre budget. Aujourd'hui, nous avons besoin d'une grande discipline et d'un peu de patience » a déclaré le Premier ministre sortant, ajoutant « La Pologne ne peut pas commencer à vaciller comme le fait la Grèce ».

« Je me présente pour gagner et je souhaite réaliser un 2e mandat. Je veux être réélu parce que je veux être le Premier ministre des temps difficiles » a déclaré Donald Tusk le 25 septembre, ajoutant. « La victoire en 2011 sera peut-être plus importante que celle de 2007 parce que la Pologne a une nouvelle chance de profiter des fonds européens pour achever sa modernisation et que la situation économique mondiale est plus complexe. Le défi est plus grand ; par conséquent, nous souhaitons gagner de façon encore plus large ».

« Pour la première fois depuis la chute du communisme en 1989, un gouvernement possède une chance réelle d'être reconduit » a souligné Edmund Wnuk-Lipinski.

Droit et Justice (PiS) souhaite limiter les privatisations et placer les grandes entreprises – telles PKN Orlen, Grupa Lotos, PZU, KGHM Polska Miedz et PGNiG –, sous le contrôle de l'Etat. Le parti n'envisage l'adoption de l'euro qu'une fois que les marchés seront sortis de la crise financière, après un référendum, et quand la Pologne aura atteint le niveau socioéconomique des économies les plus développées, soit d'ici 15 à 20 ans. Le PiS souhaite imposer les banquiers et n'exclut pas d'augmenter les taxes des Polonais les plus fortunés. Enfin, Jaroslaw Kaczynski est favorable à une augmentation du salaire minimum à hauteur de la moitié du salaire moyen actuel, soit 3 612 zlotys mensuels (819 €).

Le PiS a des difficultés à justifier l'absence de son leader aux débats télévisés pré-électorales. Celui-ci a déclaré qu'il ne souhaitait pas débattre avec l'ensemble des leaders politiques et reproché aux journalistes qui interrogent les candidats de ne pas être suffisamment compétents. Jaroslaw Kaczynski se souvient certainement de sa « défaite » lors du débat télévisé qui l'avait opposé à Donald Tusk durant la campagne électorale du 21 octobre 2007. Il a également des difficultés à trouver parmi ses membres des personnes capables de par-

ticiper à un débat sur les sujets économiques. Zyta Gilowska, ancienne ministre des Finances du gouvernement dirigé par Jaroslaw Kaczynski en 2006-2007 et membre du Conseil politique monétaire depuis février 2010, ne peut s'impliquer dans la campagne électorale. Enfin, le PiS peine à désigner les personnalités qui pourraient occuper les différents ministères d'un gouvernement qu'il dirigerait en cas de victoire. Le parti a perdu plusieurs de ses plus éminents membres dans l'accident d'avion du 10 avril 2010 à Petchorsk dans la région de Smolensk (Russie) qui a coûté la vie au président de la République Lech Kaczynski (PiS), frère jumeau de Jaroslaw, et à 95 autres personnes qui formaient la délégation présidentielle se rendant à Katyn pour célébrer le 70e anniversaire de l'exécution de 22 000 officiers polonais par les services secrets soviétiques.

D'autres qui avaient un temps quitté le PiS, tels l'ancien ministre de la Culture (2005-2007) Kazimierz Michal Ujazdowski, et l'ancien président de la Diète (avril-novembre 2007), Ludwik Dorn, l'ont réintégré, mais Jaroslaw Kaczynski ne leur fait désormais plus confiance. Zbigniew Ziobro, souvent présenté comme le successeur de Jaroslaw Kaczynski à la tête du parti, a été cité comme un possible ministre de la Justice (il a déjà exercé cette fonction entre 2005 et 2007) mais il semble davantage intéressé par un poste de député européen et semble s'être éloigné de la scène politique polonaise. Anna Fotyga et Witold Waszczykowski sont également des noms souvent mentionnés pour occuper le ministère des Affaires étrangères.

« Nous avons besoin d'un gouvernement fort » a affirmé Jaroslaw Kaczynski qui s'est déclaré prêt à prendre des décisions courageuses. Il a indiqué que la « tension créative » qui existerait entre lui et le président de la République Bronislaw Komorowski (PO) s'il devenait Premier ministre à l'issue des élections parlementaires du 9 octobre prochain serait plus constructive que l'« harmonie soporifique » qui règne entre Donald Tusk et le chef de l'Etat. En cas de victoire, Droit et justice (PiS) se trouverait cependant dans une situation difficile : en effet, le parti refuse a priori toute alliance avec la PO ; une coalition avec l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) est quasi impossible et une union avec le Parti populaire (PSL) ne serait probablement pas suffisante pour obtenir la majorité absolue au Parlement.

Ancienne représentante de la classe populaire, la gauche a pris une orientation davantage social-libérale en se rapprochant des chefs d'entreprise avec lesquels elle entretient désormais de bonnes relations. Cette évolution n'a pas été

sans conséquence, de nombreux électeurs de l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) ont quitté le parti par exemple pour la PO (le vote utile peut également expliquer ce changement de proximité partisane). En interne, le leader du SLD, Grzegorz Napieralski, a modifié les structures du parti, promu des jeunes et concentré les pouvoirs quand l'ancienne Alliance de la gauche démocratique comptait de nombreux courants. La réputation de la gauche en Pologne reste toutefois très médiocre en raison de ses liens avec l'ancien Parti ouvrier unifié polonais (PZPR) qui a dirigé le pays durant 41 ans (1948-1989). Le SLD conserve cependant un électorat fidèle et stable.

Le parti est favorable à une baisse de la TVA sur les médicaments, les biens alimentaires et les activités culturelles et sportives. Il demande l'établissement d'un salaire minimal pour les agriculteurs et une hausse des dépenses de santé et d'éducation ainsi que des investissements dans les infrastructures

Son leader Grzegorz Napieralski s'est fixé pour objectif de recueillir 18% des suffrages le 9 octobre prochain. Un résultat inférieur à 15% des voix serait considéré comme un échec pour le parti.

Selon une enquête d'opinion réalisée par l'institut Homo Homini et publiée le 25 septembre, la Plateforme civique (PO) conserve la tête avec 33% des suffrages, suivie par Droit et justice (PiS) 28% ; l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) 12% ; le Parti populaire (PSL) 9%, et le Mouvement Palikot (RPP), parti anticlérical fondé en juin 2011 par l'ancien membre de la PO, Janusz Palikot, 3,5%. Le 1er octobre, un sondage réalisé par l'institut Homo Homini pour la radio publique polonaise indique que la Plateforme civique (PO) obtiendrait 30,1% et Droit et Justice (PiS), 29,1%. En troisième place, le PSL aurait 10,4%, le SLD 9,9%, et le nouveau parti de gauche Ruch Palikota, 9%.

La Plateforme civique est reconduite à l'issue des élections parlementaires polonaises

La Plateforme civique (PO) du Premier ministre sortant Donald Tusk est arrivée en tête des élections parlementaires en Pologne le 9 octobre. Elle a recueilli 38,96% des suffrages et 206 sièges (- 3 par rapport au précédent scrutin du 21 octobre 2007), loin devant son principal adversaire conservateur, Droit et justice (PiS), principal parti d'opposition dirigé par Jaroslaw Kaczynski, qui a obtenu 30,03% et 157 sièges (- 9). Un nouveau parti a créé la surprise : le Mouvement Palikot (RPP), parti anticlérical fondé en juin 2011 par l'homme d'affaires Janusz Palikot, ancien membre de la Plateforme civique qu'il a quitté l'an passé, arrive en 3e position avec 9,94% et 40 sièges dans un pays où plus 90% des habitants se déclarent catholiques. Le Parti populaire (PSL) de Waldemar Pawlak, membre de la coalition gouvernementale sortante, a recueilli 8,55% et 30 sièges (- 1). Enfin, l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) dirigée par Grzegorz Napieralski est en net recul obtenant 8,19% et 26 sièges (- 27). Rappelons qu'il y a 4 ans le parti s'était présenté avec le Parti démocrate (PD), le Parti social-démocrate (SDPL) et l'Union du travail (UP) au sein de l'alliance Gauche et démocrates (LiD). Enfin, La Pologne d'abord (Polska jest Najważniejsza, PjN), fondée en novembre 2010 par d'anciens membres de l'aile libérale du PiS et dirigée par Pawel Kowal, a échoué à passer le seuil des 5% de suffrages obligatoires pour entrer au parlement (2,18%). La PO a remporté 62 sièges au Sénat, le PiS 31 et le PSL 2.

Moins de la moitié des Polonais (48,63%) se sont rendus aux urnes, une participation en baisse de 5,25 points par rapport aux dernières élections parlementaires du 21 octobre 2007.

RESULTATS

« C'est la victoire d'une Pologne optimiste. Je veux remercier tous ceux qui ont voté pour nous et tous ceux qui ne l'ont pas fait car nous aurons ensemble la responsabilité de diriger la Pologne pour quatre années supplémentaires » a déclaré le Premier ministre sortant Donald Tusk, ajoutant « Ces 4 années seront un enjeu encore plus important parce qu'il faudra travailler deux fois plus fort et agir deux fois plus rapidement. Les Polonais ont le droit de vivre mieux ». « Le plus important est de préserver la Pologne d'une catastrophe politique, économique et financière, et d'achever ce qui nous avons commencé il y a quatre ans » avait averti le chef du gouvernement sortant au cours de sa campagne électorale où il avait multiplié les mises en garde contre la menace que ferait peser sur le pays une victoire du PiS.

Sans majorité absolue, le Premier ministre devra trouver des partenaires pour former une coalition gouvernementale. « Je ne pense pas que Donald Tusk approchera Janusz Palikot pour former une coalition. Si la coalition PO-PSL est trop juste, le chef du gouvernement tentera probablement de débaucher quelques députés de l'ALD » a indiqué Jacek Raciborski, chercheur en sciences politiques à l'université de Varsovie. Le PSL a affirmé être prêt à poursuivre sa collaboration avec la PO au sein du gouvernement.

La tâche sera ardue pour Donald Tusk durant les 4 années à venir. La modernisation des infrastructures a pris du retard et de nombreuses réformes (notamment celles concernant le système de santé, les finances publiques ou la simplification du système administratif pour les entreprises et les particuliers) piétinent. « La décennie d'or est derrière nous et nous percevons déjà les premiers symptômes d'un ralentissement économique avec la chute des exportations et de la consommation » a indiqué Pawel Swieboda, politologue. « Nous sommes une cabane sur l'océan. Nous pouvons être submergés par les vagues de la crise. Près de 60% de nos exportations vont vers la zone euro, 80% vers l'Europe » a affirmé Ryszard Petru, économiste.

« Nous respectons les résultats des élections parlementaires mais notre tâche durant les 4 prochaines années sera de convaincre les millions de Polonais que notre pays a besoin de changements importants et qu'une autre forme de République est indispensable. Tôt ou tard, nous gagnerons parce que nous avons raison » a souligné le leader du PiS, Jaroslaw Kaczynski. « Il faudra que des choses changent au PiS car Jaroslaw Kaczynski n'arrivera pas à mobiliser son électoral au cours des 4 prochaines années sans rien lui offrir en contrepartie » a déclaré Stanislaw Mocek, politologue de l'Académie polonaise des Sciences.

« On pourrait croire que c'est un miracle mais nous ne sommes pas croyants. C'est vous qui avez créé ce miracle. C'est un énorme espoir de savoir qu'il y a en Pologne

des millions de gens qui veulent un Etat laïque, civique et ouvert, dans lequel la foi reste une question privée » a déclaré Janusz Palikot. « Je veux être le nouveau messie de la gauche, celui qui va changer la politique polonaise » avait-il indiqué à l'hebdomadaire Newsweek Polska durant la campagne électorale. Homme d'affaires, Janusz Palikot a été élu député en 2005 sur les listes de la PO et réélu lors des élections parlementaires du 21 octobre 2007.

Le Mouvement Palikot (RPP) rassemble environ 30 000 adhérents. Il défend l'imposition du clergé, la libéralisation de l'interruption volontaire de grossesse et du cannabis, l'euthanasie et l'adoption d'enfants par les couples homosexuels et souhaite faire cesser les cours d'instruction religieuse dans les écoles publiques. Pro-européen et libéral, il est également favorable à un rapprochement de la Pologne avec l'Allemagne.

« Dans les années 1990, l'ensemble des partis étaient proches de l'Église. Mais la donne a changé et 20 ans ont passé. Désormais, 33% des Polonais affirment ne plus avoir confiance en l'Église, un chiffre en constante augmentation. Les Polonais en ont assez de l'instrumentalisation et de la récupération » affirme Lena Kolarska-Bobinska, députée européenne, directrice de l'institut des affaires publiques de Pologne, ajoutant « L'Église reste encore très puissante en Pologne, notamment auprès des institutions. Mais vis-à-vis des jeunes, son influence est de plus en plus faible. Le mouvement sera le même ici que dans l'ensemble des autres pays d'Europe. Le processus de sécularisation a démarré plus tardivement, il est certainement plus lent, mais la Pologne va petit à petit ressembler à ses voisins ».

« Je ne serai pas un partenaire de coalition facile. Je ne participerai à aucun gouvernement qui ne sera pas disposé à entreprendre des mesures radicales comme une refonte complète du système éducatif ou une modernisation du système de gouvernement local » a déclaré Janusz Palikot.

Agé de 54 ans et originaire de Poméranie orientale (il est membre de la communauté cachoube, minorité slave de la région de Gdansk longtemps disputée entre la Pologne et l'Allemagne), Donald Tusk est diplômé d'histoire de l'université de Gdansk, où il a été durant sa jeunesse un militant actif du syndicat Solidarnosc. Membre du Congrès libéral-démocrate (KLD) puis de l'Union de la liberté (UW), il a fondé la Plateforme civique en mars 2001 avec Andrzej Olechowski et Maciej Plazynski.

Elu député en 1991, il devient vice-président de la Diète, chambre basse du parlement, de 2001 à 2005. Candidat à l'élection présidentielle du 23 octobre 2005, il recueille 45,53% et est battu par Lech Kaczynski (PiS) (54,47%).

Deux ans plus tard, Donald Tusk devient Premier ministre à l'issue des élections parlementaires du 21 octobre 2007 remportées avec 41,51% des suffrages.

Son premier mandat à la tête du gouvernement a constitué une pause dans une décennie agitée par plusieurs scandales politiques et de nombreuses tensions entre les partis comme entre les hommes. Le Premier ministre est parvenu à donner de la Pologne l'image d'une nation modérée et conciliatrice, améliorant nettement les relations de son pays avec ses deux voisins allemand et russe. Donald Tusk a également pu s'enorgueillir du fait que la Pologne soit le seul pays de l'Union européenne à ne pas avoir connu de récession à la suite de la crise économique internationale qui a débuté à l'automne 2008. En 2009, Varsovie a vu son PIB croître de

1,7%. La croissance devrait encore atteindre 4%, l'an prochain. L'augmentation des salaires et le recul du chômage ont entraîné une hausse des recettes fiscales. Enfin, l'état des finances publiques est très correct comparé à celui des autres Etats européens même si les dépenses de l'Etat restent trop élevées (le déficit public a atteint 7,9% en 2010). La Plateforme civique est donc le premier parti à être reconduit au pouvoir depuis l'effondrement du système communiste en 1989 en Pologne. Donald Tusk est le 2e chef de gouvernement (avec l'actuel président du Parlement européen, Jerzy Buzek, Premier ministre entre 1997 et 2001) à être allé au bout de son mandat de 4 ans à la tête du gouvernement. « Ce résultat témoigne du fait que la démocratie se consolide en Pologne » a déclaré Jacek Raciborski.

Résultats des élections parlementaires du 9 octobre 2011 en Pologne

Participation : 48,63%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges à la Diète	Nombre de sièges au Sénat
Plateforme civique (PO)	5 119 833	38,96	206	62
Droit et justice (PiS)	3 946 533	30,03	157	31
Mouvement Palikot (RPP)	1 305 095	9,94	40	0
Parti populaire (PSL)	1 123 516	8,55	30	2
Alliance de la gauche démocratique (SLD)	1 076 675	8,19	26	0
La Pologne d'abord (Polska jest Najważniejsza, PJN)	285 970	2,18	0	0
Autres	281 060	2,14	0	0

Source : Source : Site internet de la Commission électorale nationale
<http://www.wybory2011.pkw.gov.pl>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.